

<https://fakirpresse.info/montebourg-l-homme-qui-retourne-sa-mariniere>



Montebourg, l'homme qui retourne sa marinière

- Le Journal - Décrypter -



Date de mise en ligne : mardi 17 mai 2016

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

Montebourg signe son retour et, hier, BFM-TV insistait pour que je lui apporte mon soutien. Â« Je n'ai pas confiance en lui Â», j'ai répondu, mais les exemples précis m'échappaient. Le trou. J'avais pas révisé. Et puis, en sortant du studio, ça me revient : Goodyear, évidemment. Et au-delà, du défenseur du protectionnisme (comme candidat) à l'avocat des traités de libre échange (comme ministre). Bref, de l'homme révolté au champion du renoncement...

« Je voudrais fe liciter toute l'e quipe de militants, syndicalistes, qui ont re ussi ces re sultats extraordinaires, je voudrais dire que la parole que vous portez n'est pas une parole seulement locale ou dans une filie re industrielle, elle signifie aujourd'hui le retournement de valeurs, de tendances que nous devons imposer a l'e conomie aujourd'hui. »

Durant la primaire, Arnaud Montebourg a e galement fait le pe lerinage chez les Goodyear. Micro en main, au milieu des tee-shirts CGT « Goodyear Amiens, patrons voyous », il confondait le parking de la Zone industrielle avec un maquis du Vercors :

« Il serait temps que l'E tat redevienne l'arbitre et le protecteur des plus faibles dans le monde du travail, voila ce que serait un gouvernement progressiste. La politique a e te mise entre les mains de gens qui sont les allie s des marche s financiers, dans ceux qui ont le pouvoir e conomique, il faut renverser cette tendance. C'est tre s difficile parce que les me dias nous enseignent qu'on ne peut pas. Vous allez entendre Alain Minc, Alain Duhamel, tous les Alain de la cre ation, j'esper e qu'il n'y en a pas trop ici...
â€” Alain Delon ! lance un salaire .
â€” Alain Delon, voila ! Ils vont nous dire : "Ah ! On ne peut pas, ce sont des chime res, des doux re veurs."
Mais ce n'est pas vrai, pour une raison simple : c'est que d'autres nations dans le monde, le font et contro lent l'e conomie. »

Il e tait habite par une flamme.



He raut du renoncement

Deux ans plus tard, devenu ministre, il est toujours habité par une flamme - mais pour dire précisément l'inverse, pour inviter les ouvriers à la résignation :

« Il y a sur Amiens un contexte très tendu et une "conflictualité" hors norme, que je déplore. (...) Les dégâts que ce type d'attitude produit sur l'image de la France sont considérables. (...) Le gouvernement souhaite que le conflit s'arrête. Chacun doit faire un pas vers l'autre. La terreur, la violence, la violation de la loi, l'obstination des uns et des autres, ne résoudront absolument rien et aggraveront la situation des salariés et des familles qui attendent de retrouver un travail ou d'être correctement indemnisés. (...) La République c'est la compréhension mutuelle, ce ne sont ni les insultes, ni la violence. J'en appelle au dialogue et aux rapprochements des points de vue, quoi qu'il en coûte à Goodyear et aux responsables locaux de la CGT. Je mets les deux parties non pas dos à dos mais face à face. Tout le monde doit mettre de l'eau dans son vin » (Courrier picard, 13/1/2014).

Hier, il invitait les salariés à se rebeller contre des « abus inacceptables », se cabrait contre « la prédation », il promettait une loi « pour chercher les responsabilités chez la maison-mère », et une autre pour « interdire de licencier lorsqu'on distribue des dividendes », saluant les cégétistes pour leur « résistance ». Et le voilà qui, de sormais, alors que rien n'a changé, alors que « prédateurs » et « abus » demeurent, alors qu'aucune loi n'est instaurée, le voilà qui exige le renoncement - avec toujours le même style, la même fougue.

Candidat de la transformation

« Vue de chez moi et vue d'en bas, pour tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, la mondialisation n'est rien d'autre qu'un système extrême. » Au printemps 2011, Arnaud Montebourg publiait un petit opuscule remarquable, Votez pour la Démocratie mondiale ! Pour la première fois, un dirigeant politique, et de la gauche de gouvernement, s'en prenait de front, avec violence, au libre-échange :

« Le bilan de la première décennie de mondialisation est un désastre pour ceux qui n'ont d'autres ressources que leur travail : de localisations en série, destructions d'emplois et d'outils de travail, diminution des salaires...
« Ces choix obsessionnels portés par des fondamentalistes de l'ouverture commerciale ont-ils servi les intérêts de quiconque, mis à part une infime minorité mondiale ? La baisse des revenus du plus grand nombre est là, l'enrichissement exagéré de 1 % des ploutocrates mondiaux aussi, comme la contraction des protections sociales, la destruction des ressources naturelles, la crise écologique qui multiplie ses foyers d'apparition, et l'ombre de la peur qui s'est étendue sur les sociétés. C'est le triste bilan de cette escroquerie mondiale...
« Les élites économiques et politiques se sont enfermées à double tour dans leur confort, dans leur mondialisation heureuse, protégées par leur culture, leurs professions, leur mobilité et leurs voyages, leurs sécurités financières. Elles se sont construites des croyances artificielles, une mise sous bulle stérile et indifférente au sort des gens, une vitre idéologiquement blindée contre laquelle tous les gens ordinaires viennent s'écraser, comme les insectes sur le pare-brise d'une belle voiture lancée à pleine vitesse. C'a ne fait pas de bruit, et le monde file à toujours vive allure sur les autoroutes de la bonne conscience...
« Il ne reste plus que les vieux et duques en faveur du libre-échange, ceux qui sont encore bloqués au XXe

sie cle. En un mot, ceux qui nous gouvernent... »

Et de conclure :

« C'est le sens de ma candidature aux primaires populaires de la gauche. Je ne suis pas candidat à la gestion de ce système qui détruit la planète, asservit les hommes et annule leur droit de choisir. Je suis candidat à la transformation de ce système. »



Mondialisation soft

Comptait-il le transformer, franchement, ce « système extrême », en compagnie des Hollande, Moscovici, Cahuzac et Sapin, tous ces gens qui sont, et depuis belle lurette, et par mille biais, « les alliés des marchés financiers » ? C'est lui qui en est transformé, surtout. Car le même M. De mondialisation soutient, de sormais, le projet d'accord de libre-échange transatlantique. « N'est-ce pas un peu contradictoire ? » l'interroge un journaliste. Arnaud Montebourg : « Enfin, c'est-à-dire que les accords de libre-échange ils sont, d'abord ils ont un avantage c'est qu'il y a deux entités, c'est pas la mondialisation. C'est deux continents, qui ont des règles, qui ont des préférences. (...) Donc, c'est un accord qui peut être égalitaire. C'est un accord qui peut être gagnant-gagnant et non pas perdant-perdant, ce qui est le cas de la mondialisation jusqu'à présent. Et ce n'est pas un accord de mondialisation, c'est un accord régional, entre deux régions du monde. » (RTL, 16/6/2013.)

Voilà qui mériterait la médaille d'or du sophisme. Il aura suffi de quelques mois à ce tribun, à peine, quelques semaines, pour s'adonner à la « cogestion de ce système qui détruit la planète », pour s'asseoir sur son strapontin ministériel - et ses convictions. Le tout parsemé de quelques « couacs », savamment orchestrés, largement commentés par radios et télé : sur le dossier Dailymotion, sur le PDG d'Orange Stéphane Richard, sur Lazard et la future Banque publique d'investissement, etc. Une façon d'entretenir son image « de gauche », genre « dissident de l'intérieur », qu'il ne soit pas carbonisé par ses années en Hollande.

Tragique

On pourrait hausser les épaules à ce banal retournement de veste, ricaner de ce félon si ordinaire qui aura monnayé un soutien populaire - ses inattendus 17 % - contre un intitulé ronflant de « redressement productif », ironiser sur sa déclaration enfievée au soir de la primaire : « Chacun doit savoir que ma démission a pour objectif de poursuivre le combat pour les idées et les rêves que je porte, pour les solutions nouvelles que je veux mettre au

pouvoir, est totale », quand sa « de termination » n'a consisté, depuis, qu'à avaler des couleuvres et à enfileur une marinière. Mais dans cette farce, il faut voir le tragique. Quelles forces reste-t-il, à gauche, pour affronter franco cette mondialisation ? De trahisons en renoncements, à quelles branches se raccrocheront les ouvriers de Goodyear et d'ailleurs ? Au printemps 2011, la fondation « progressiste » Terra Nova - à la droite du Parti socialiste - publiait une note intitulée : « Gauche : quelle majorité présidentielle pour 2012 ? » Ses penseurs recommandaient une « stratégie centrale "France de demain", une stratégie centrée sur les valeurs », avec « 1. Les diplômés. 2. Les jeunes. 3. Les minorités. 4. Les femmes », tandis que les ouvriers seraient abandonnés au Front national : « Le FN se pose en parti des classes populaires, et il sera difficile à contrer. » Inutile, donc, même d'essayer.

TIMIDES PROMESSES

Aux Goodyear et ailleurs, durant sa campagne, François Hollande n'avait pas multiplié les envolées, n'avait guère promis monts et merveilles. Mais c'était pour mieux tenir parole comme il le soulignait ici-même, sur ce parking : « Il faut être capable, quand on est un parti de gouvernement, quand on est un candidat à l'élection présidentielle, il faut être capable de traduire cette inquiétude en actes de régulation, qui soient crédibles et qui ne soient pas illusoire. Parce que rien ne serait pire que de venir devant des travailleurs comme Nicolas Sarkozy a pu le faire à Gandrange, de leur assurer que leur outil industriel sera préservé, que leur emploi sera pérennisé, et quelques mois plus tard de constater la fermeture d'un site et des licenciements. » On en retenait, en gros, que « l'Etat peut fixer des règles », et que « la jurisprudence qui s'est établie [sur les licenciements boursiers] doit devenir une loi ». Et il enfonçait le clou à un Des Paroles et des actes spécifiques primaires : « La question des licenciements boursiers, elle est posée. On a toujours des exemples qui nous viennent à l'esprit : Goodyear il y a encore quelques mois de frayait cette chronique et on a mille illustrations d'entreprises qui, pour des raisons purement spéculatives, pour améliorer leur rendement, décident de licencier. Il faut pénaliser financièrement. Pourquoi il faut pénaliser financièrement ? Parce que si c'est bien le motif, avoir un gain boursier et si on impose une taxe, en fait c'est une taxe sur le licenciement...

» Sur un mode administratif, pas judiciaire ? interroge le journaliste, Patrick » Non c'est tout de même pas ni administratif ni judiciaire, c'est fiscal, c'est beaucoup plus cher. Vous licenciez, vous payez plus cher.

» Mais qui décide si c'est un licenciement boursier ? insiste David Pujadas. » Bah il y a des preuves très faciles à établir, vous avez un cours de bourse, vous avez les bénéfices et vous avez licencié pour que le cours de bourse monte. »

Il ne s'engageait pas à « interdire », juste à « taxer » les licenciements boursiers. Ça ne paraissait pas excessif. Mais il n'a même pas avancé d'un pas, n'a même pas essayé d'avancer, dans cette direction pourtant bien modeste.